SOMMAIRE

1. VIE SYNDICALE
- Propos de rentrée
- Réunions
  du Bureau national
- Dernières audiences
- Application des consignes syndicales
- CAPN des mutations

2. MOVEMENT 92
- Premières affectations
- Listes d’aptitude IEN
- Retraites
- Détachements
- Postes vacants

3. DU CÔTÉ DES RETRAITÉS

4. DOSSIER INTERNATIONAL
- Violence et télévision

5. INFORMATIONS
- Situation de la FEN
- Vers un syndicat unique

6. TRIBUNE LIBRE

SNIDEN INFORMATIONS

Propos de rentrée

- Sur France 3, une dynamique professeur de lycée dialogue avec le recteur de son académie :
  - « Et les modules ?
  - J’espère, c’est que vous dis pas, les modules c’est bien, mais qu’est-ce qu’on va faire dans les modules ?
  - Mais, Madame, les modules sont des espaces de liberté, il vous appartient de...
  - Bien sûr, mais personne ne nous a dit ce qu’il faut faire. Il nous faudrait des livres, des fichiers...
  -> La prise en compte de l’hétérogénéité des élèves, la diversification des méthodes pédagogiques ne semblent pas être des notions familières à cet éminent professeur. Mais ce cas n’est peut-être pas du tout représentatif ?

- Sur France 2, le ministre visite un collège. Pas facile de communiquer vraiment. Micros et caméras sont là (c’était une visite-surprise). Le ministre interpelle un professeur :
  - « Alors, cette rentrée, ça va ? Pas trop de problèmes ? (sur un ton détendu) ...
  - ... ? ...(mine perplexé)
  - « Au moins, il n’y a pas de réforme pour vous, vous êtes contente, héin ?»
  -> Et dire que chacun s’accorde à considérer que le collège est la maillon faible du système éducatif et qu’il faudra bien le réformer unil. Le ministre semble penser qu’il est urgent d’attendre.


- Tous les I.E.N. ont vocation et compétence pour optimiser les ressources des I.M.F. implantées dans leur circonscription. S’il faut coordonner le travail entre les différentes circonscriptions, l’I.E.N. adjoint, dont l’une des missions est justement de coordonner, pourrait le faire sans problème. Mais suffira-t-il de coordonner pour résoudre les problèmes posés ? N’y aurait-il pas d’autres efforts à faire et d’autres décisions à prendre en dehors de toute démagogie ?

- Dans Libération du 10 IX.92, un journaliste cite un professeur de lycée :
  « Localement, les inspecteurs ne transmettent pas du tout la même chose. Ni dans le fond, ni dans la forme. Et encore, c’est quand qu’on essaie de savoir... » (à propos des modules).

-> Les inspecteurs

ÉDITORIAL

Curieux climat, un mois après une rentrée qui semble s’être généralement déroulée dans de meilleures conditions que les années précédentes.

Il est vrai que l’actualité scolaire a été quelque peu occultée par le référendum sur la ratification du traité de Maastricht. La campagne qui a précédé, mettant largement d’autres intérêts en lice de la construction européenne, le résultat obtenu d’une courte tête ont conduit, d’autant et déjà, à une forte mobilisation pour les prochaines échéances électorales, législatives ou autres.

Il est vrai, aussi, que la rentrée syndicale a été dominée par la crise interne de la F.E.N. À la publication de ce bulletin, l’avenir de la Fédération aura été décidé, en grande partie, par le congrès du 6 octobre. Pour sa part, le SNIDEN a consulté ses adhérents qui ont donné des mandats clairs à ses délégués. Mais personne, aujourd’hui, ne peut prédire des résultats d’ensemble.

Quels qu’ils soient, la Fédération ne sera plus celle que nous avons con-
Suite éditorial

nue jusqu'ici. Ce sera pré-
cisément l'objet du con-
grès de Perpignan, de
dépasser la crise actuelle
de restituer la FEN,
sur des bases nouvelles
certes, afin de lui
rendre toute sa représen-
tativité et toute son effi-
cacité, dans l'intérêt de
eau des syndicats
nations.

Dans notre secteur éga-
lement, cette année scolai-
sera s'amorcer sous le si-
ge des incertitudes :

c'est le cas pour nos rela-
tions avec un ministère
ici, bien timidé à franchir le
pas vers le corps unique
d'inspection qui, cepend-
ant, lui semble inélucta-
cle. C'est aussi le cas pour
notre projet d'unification
syndicale auquel le
SNI DEN reste très atta-
ché, mais qui nécessite à
l'évidence — la prise en
compte des points de vue
de nos partenaires. Autant,
dauphin cas, les
incertitudes risquent d'évo-

luer vers l'inquiétude réelle
de passer, une fois en-
core, après d'autres « pio-
rités », autant, dans le se-
cond, les incertitudes sont
liées au rythme des
concertations, de la ré-
exion et des discussions
incontournables afin d'évi-
ter tout malentendu dans
la démarche commune. Il
faut savoir prendre le
temps de parvenir aux ac-
cords nécessaires. En tout
état de cause, le congrès
du SNI DEN, prévu à Stras-
bourg fin mars-début
avril, sera celui d'une
transformation du Syndi-
cat National des Inspec-
teurs Départementaux de
l'Éducation nationale.
C'est pourquoi, par-delà
les incertitudes amban-
tes, émerge une vraie
certitude : cette année,
l'activité et l'action syndi-
cale seront particulière-
ment riches et porteu-
sement d'avoir.

Michel Marucelli

Suite propos de rentrée

n'auraient ils pas tous la
même conception de leur
mission par rapport à la mise
en œuvre d'une réforme
ministérielle ? Il va falloir
creuser cette question dans
la perspective du C.U.I.
(composante unique d'inspection).

- Dans Le Monde du 10
septembre. Comment ne
pas avoir remarqué l'article
signé J.C. BEHAR « Les ins-
pecteurs à la mer » sous-
titré : « L'éducation nationale
décide de moderniser la
formation de ses futurs ca-
dres. A l'image des entre-
prises à la page... ? » Il rend
compte avec humour, inté-
grant de nombreuses inter-
views, d'une des premières
étapes — scénario en résidence de trois jours à Saint-Jean-de-Monts, de
la formation, en partie com-
muveaux IEN. IPRA,
CASU, dispensée par le
C.N.F.P.I.D. Citons ici quel-
quelles éléments de l'in-
terview de Jacky SIMON, di-
recteur de la D.P.I.D. :
« aujourd'hui, l'encadrement
doit être plus généraliste.
L'acte d'inspecteur est tota-
lement différent de celui
d'enseigneur. Les réformes
suivent aux réformes, il
faut que nos stagiaires ap-
prénent à expliquer et à

defendre la cohérence du
système face aux interroga-
tions des professeurs, des
parents, des élèves, des me-
dias, qu'ils sachent s'adap-
ter, négocier, réagir, gérer l'imprévu. Pour cela, ils
 doivent acquérir une appro-
che globale du système et
aussi des capacités d'ani-
ma tion et de conviction. La
culture managériale de l'éducation nationale est en
train d'évoluer de manière
phénoménale. »

Citons encore la conclusion
du journaliste : « L'ironie, l'hu-
mour parfois grinçant étaient
du rendez-vous au moment
du bilan. Reste que l'institu-
tion a su organiser et enten-
dre sa propre décision. Reste
daussi que des inspecteurs
qui savent manier la drôlerie
et l'impertinence font preuve
de santé rassurante pour
l'avoir de la vénérable ma-
ison lactique. Bonne année les
homards !... » Oui, salut
les homards, à la sauce Dolo,
certes, mais souhaitons qu'ils
ne baignent pas trop dans la
sauce américaine ! En tout
cas, il y a de quoi ouvrir l'appétit. Le SNI DEN, pour sa
part, est alléché, curieux et
attentif au reste du menu...

- Enfin, le point de la rentrée
a été fait, comme chaque
année, par les secrétaires
généraux des syndicats na-
tionaux réunis par G. Le
Néouannic, le 22 septembre.
Chaque syndicat a présenté
la situation dans son secteur
propre. Le SNI DEN, qui ve-
naît de rencontrer J. Simon
et de réunir son B.N., a pu
faire un tour d'horizon relativement
précis, en insistant
sur quelques points :

- dans les circonscriptions,
un rentrée relativement
calme, hormis pour quelques départements, avec plutôt
moins d'incidents que les an-
nées précédentes ;
- mise en œuvre de la Nou-
velle Politique pour l'Ecole,
accord avec l'analyse faite
par J.CI. Barbarant quant à
la nécessité de laisser le
temps aux enseignants de
s'adapter à de nouvelles pra-
tiques professionnelles, tout
en se gardant de trop freiner.
Quant à « l'aide relative des
IDEN » oui, effectivement,
relative... à leurs conditions de fonctionnement, à leur rôle
accu d'aide à la mise en
œuvre des projets école, à
un travail plus suivi auprès
des équipes pédagogiques,
avec un nombre insuffisant
de collaborateurs auprès
d'eux pour couvrir toutes les
ecoles d'une circonscription,
sans oublier l'autonomie
laissée aux équipes péda-
gogiques d'organiser les
moments de concertation
da une organisation du
temps scolaire hebdoma-
daire qui rend quasiment
impossibles des regroupes
mentaires utilisés avec l'IDEN
et son équipe, empêchant
ainsi de répondre total-
lement aux attentes des éco-
les.

- Inquiétudes quant au res-
pect des engagements pris
t, plus généralement, sur
les perspectives budgéta-
ires 93, les retombées de
l'accord Duralour et les
réponses aux revendica-
tions d'un corps unique d'inspec-
tion avec reclassement
indiciaire correspondant ;
sans oublier le credits
concernant le rembourse-
ment des frais kilométriques
et nécessité d'une action
syndicale forte, déjà enga-
gée au SNI DEN et qui ne
devrait pas être limitée à
notre syndicat. Demande
renouvelée d'une action fé-
dérale à court terme.

NDLR : N'hésitez pas à nous
transmettre coupures de presse,
notes manuscrites concernant
notre métier et le fonctionne-
ment du système.
Bureau national
du 25 juin 1992

• Le point sur la stratégie syndicale
• CAPN
• Rapprochement syndical

place prise par le SNIDEN a été remarquée (A.Mouchoux) et remarquable, et on peut regretter un audience limitée aux initiés (M.Jarris). C'est pourquoi le SNIDEN doit prendre toute sa place dans la FEN qui doit aussi poursuivre son aide au SNIDEN : question des retraités, Budget 93, accord Durafour, revendication du corps unique (M. Marucelli).

Le Conseil National a montré que la stratégie engagée au niveau national n'a pas été systématiquement relayée au plan local.

Stratégie de communication. - Le B.N. poursuit ses analyses critiques sur la communication interne/externe au SNIDEN. Quelques pistes sont ouvertes : renforcer prioritairement l'information des responsables. Les « responsabiliser » dans l'information des adhérents, respecter leur rôle de relais avec le B.N. et ainsi, éviter de traiter directement avec le siège. Ce système peut avoir des limites si les structures locales ne fonctionnent pas bien (Jarris). Peu de remontées aux sollicitations pour le bulletin... A suivre.

Fonctionnement de la CAPN et résultats. - Dans la plupart des cas, c'est l'ancienneté dans la fonction qui a prévalu pour les mutations, lors de la réunion du 26.5 (Santarelli), mais les discussions ont porté sur la notion de priorité, le pouvoir quasi absolu des directeurs d'IUFM, l'émergence de « postes à profil ». La plus grande vigilance sera nécessaire lors des prochaines réunions.

Retombées de l'accord Durafour. - G.Santarelli fait le point quant à l'échéance prévue (1996) et le type d'avantages à espérer (remontée de l'indice sommital) pour les corps issus de catégorie A. La négociation doit s'ouvrir ministère par ministère. Un travail avec d'autres corps comparables au nôtre et leurs syndicats est à mettre en place (CASU, corps de direction,...). Un document sera présenté ultérieurement au BN pour avis et pour fonder nos revendications en ce domaine. Cela répondra aux demandes de J.-P. Drodelot sur la prise en compte des revendications des collègues.

Rapprochement syndical. - Une pause semble nécessaire, suite aux nouvelles positions prises par le SNIET lors de son congrès du 1er juin, à ses exigences d'une représentation au B.N., faisant perdre la majorité au SNIDEN, et à sa non-reconnaissance d'une instance syndicale départementale. Une réunion entre Secrétaires généraux des syndicats concernés s'avère nécessaire avant la poursuite de travaux plus techniques. Le B.N., à l'unanimité, souhaite poursuivre la négociation. Il accepte de laisser dans sa représentation au C.S.E. 1 siège de titulaire au SNIET et 1 siège de suppléant au SNIIO.

Calendrier réunions B.N.
1992 : 17/9 - 22/10 - 19/11 - 10/12
1993 : 14/1 - 11/2 - éventuellement 16/3 - 31/4, 1er et 2/4 : Congrès national à Strasbourg - 13.5 - 24.6 -
Absents excusés : M. Destrez - A. Mouchoux

Situation dans la FEN
M. Marucelli rend compte de deux courriers reçus : l’un de Cl. Lancelot, l’autre de A. Martin, nouveau RD du Vaucluse.
Le Bureau National approuve à l’unanimité le principe de la consultation interne au SNIDEN pour le congrès du 6 octobre. Sur le contenu, seul Droelot trouve qu’il était partisan et rejoint C. Lancelot. M. Le Bohes quant à lui ne trouve pas le texte subjectif. On est à un virage, la consultation est lancée et chaque adhérent pourra se prononcer face à une information largement diffusée. On repart à zéro (J. Arnould). Les collègues ne souhaiteront pas que le BN passe son temps à discuter des problèmes de la FEN (P. Frackowiak).
Il nous faudra, au BN, tirer les conséquences de la consultation (M. Marucelli).
Composition de la commission de dépouillement des votes, prévue le 25.9 : RR ou RD de la région parisienne. Avoir le souci de la représentation des collègues qui ont pris position contre le B.N.
Composition de la délégation au congrès fédéral du 6 octobre : P. Frackowiak Cl. Guerre M. Marucelli J.-Cl. Miteran

G. Santarelli.
Propositions pour le congrès de Perpignan (2-4-12.) :
J.-P. Droelot Cl. Guerre P. Frackowiak G. Fulpin M. Marucelli au titre du C.F.N.

Relations avec le ministère
Après le compte rendu de la CAPN du 17.7 et lecture de l’échange de courrier entre le SNIDEN et le ministère, l’attitude de l’administration est jugée inacceptable et intolérable. En dématriculation, l’expression syndicale doit être respectée. Les interventions au seul niveau national ne suffisent plus. En conclusion, diverses actions sont envisagées, à tous les niveaux, pour que le point de vue syndical soit pris en compte.

Actions revendicatives
Elles sont à distinguer des précédentes. Dans ce domaine, les consignes existent. Une action forte concernant les frais kilométriques est à envisager dans le contexte fédéral. Pour la rétribution de la participation à la formation continue, un texte doit sortir prochainement.

Relations avec les autres syndicats d’inspecteurs
La réunion prévue en juillet entre les SG s’est tenue le 11.9. La C.A. du SNIT a revu ses positions qui restent à préciser sur l’instance syndicale départementale. La composition du futur B.N. pose encore problème dans la mesure où la représentation du SNIDEN n’est pas reconnue à hauteur de ce qu’elle est. Long débat dans lequel la rupture immédiate a été avancée mais où le prolongement de la négociation a prévalu, en posant toutefois quelques points incontournables. Le SNIET, le SNIIO, le SNIPR sont satisfaits de ces points nécessitant un accord pour aller plus avant. Le travail qui suivra n’en sera que plus aisé et plus rapide. Quoi qu’il en soit, le congrès du SNIDEN aura à décider de la transformation du syndicat : jusqu’où ? C’est là toute la question.

Conseil syndical du 21 octobre
Il aura pour objet de faire le point de la situation et de préparer le congrès de Strasbourg. Il se tiendra non à Issy-les-Moulineaux mais à l’école du 188, rue d’Alésia (Métro : Plaisance) dans le Xème. Le B.N. initialement prévu pour le 22 est avancé au 20, rue Lalande.

Trésorerie
Noël Joséphè fait le point d’une situation convenable. Questions concernant les prêts d’honneur non encore remboursés. Une majorité, au sein du B.N., demande au Trésorier de maintenir une attitude ferme. L’achat de matériel informatique complémentaire est confirmé (streamer et logiciel de gestion de fichiers).

---

HIVER-PRINTEMPS 1992 - 1993

Union sportive de la FEN, Personnels de l’Education, la Recherche et la Culture
Association ouverte à tous, vous propose des stages et des séjours pour adultes ou familles, avec encadrement sportif.

28 Bd Bonne nouvelle
75010 PARIS

du ski dans les meilleures stations (Les 2 Alpes, Courchelv, Vars, Avoriaz ...)
des activités sportives et de loisirs sportifs
un grand voyage de printemps : Mexique - Guatemala

souhaite recevoir :
la brochure HIVER - PRINTEMPS
voyage Mexique - Guatemala

Nom, ........................................................................... Adresse .................................................................
HIVER-PRINTEMPS 1992 - 1993 ...................................................... J’indique 3 timbres tarif lettre
Dernières
audiences
ou
«Tout bon et tout faux»
à la fois

J. Simon pour la DPID. Ont été évoquées les difficultés dans l'application du décret statutaire (missions, PTA, gestion globale du corps, IEN/ vivier du corps des IPR-IA ? ...); perspectives d'un corps unique d'inspection aux missions diversifiées : « tout le monde est d'accord pour considérer que c'est l'objectif à atteindre, mais il faut y aller prudemment et progressivement... »; revendications indépendantes et échéances, perspectives budgétaires 93, rebondissés accord Fonction publique, etc... Impossible de donner des réponses puisque, ce même jour et au même moment, le Budget fait l'objet d'apres discussions interministérielles. Curieuse impression d'avoir « tout bon » et « tout faux » à la fois, puisque rien ne semble possible. L'audience du ministre pourra-t-elle être plus positive ?

Application des consignes syndicales

sauf si la sécurité des enfants est en cause. Cette décision a été justifiée par la grave insuffisance des crédits affectés au remboursement de leurs frais de déplacement et à ceux des personnels de la circonscription. Cette mesure est appliquée jusqu'au 31 octobre 1992. Elle sera réduite si nécessaire. C'est ce que le responsable départemental/SNIDEN a fait savoir au recteur de Strasbourg, par courrier en date du 15 septembre...

- L'enquête lancée en juillet indique que les crédits relatifs au remboursement des frais kilométriques seront épuisés, dans la plupart des départements, dès octobre-novembre.
- Un point précis, département par département, sera effectué au Conseil syndical, le 21 octobre.
- Une rencontre est prévue, prochainement, avec le S.E. sur cette question.
- D'ores et déjà, depuis le 1er octobre, les IEN du Bas-Rhin n'exercent leurs activités que dans les limites de leur résidence administrative -

Chaque Vendredi

36 15
CODE
FEN

POUR LES
INFORMATIONS
SNIDEN

TAPEZ IDN

5
Vie syndicale

Revirements de l’administration aux CAPN des 6 et 17 juillet 1992

Pour le SNIDEN siégeaient :
le 6 : P. FRACKOWIAK et G. SANTARELLI ;
le 17 : M. DESTREZ, M. MARUCCELLI, G. SANTARELLI.

cause par l’Administration et invalidée au cours d’une CAPN convoquée exceptionnellement le 17 juillet à cet effet.

Les propositions de l’Administration pour l’établissement de la liste d’aptitude au corps des IEN (844 candidats dont 640 classés par les recteurs) se sont appuyées sur trois critères : le classement académique, le fait d’avoir fait fonction et l’âge des candidats, tenant ainsi largement compte des remarques faites les années précédentes par le SNIDEN. Aux trois critères énoncés s’est ajouté l’examen de l’étendue des voeux géographiques des candidats, la sélection devant permettre de pouvoir des postes jugés prioritaires par l’Administration parce que trop fréquemment vacatns.
A l’issue d’une suspension de séance, les délégués du personnel ont obtenu un remaniement de la liste initialement proposée par l’Administration, remaniement permettant de résoudre la difficulté de pourvoir certains postes et débloquant la situation d’un collègue titulaire empêché de muter (voir paragraphe précédent). Là encore, décision remise en cause par modification du classement établi le 6 juillet au cours de la CAPN exceptionnelle du 17... Les délégués du personnel ont refusé de cautionner de telles pratiques.

Les premières affectations connues des sortants de Centre avant la tenue de la CAPN du 6 juillet ont été communiées aux commissaires paritaires qui ont élevé une protestation auprès de l’Administration : en effet, il s’agissait d’une première. Jamais encore les 1ères affectations n’avaient été transmises aux intéressés avant que la CAPN en ait été informée. Les revirements de l’Administration dans le domaine de la gestion des personnels, au début du mois de juillet, constituent un nouvel avatar dans les relations de notre organisation et de la DPID. Même s’ils ne concernent qu’une fraction minime des travaux des CAPN ils sont inacceptables, car ils font peser un doute légitime sur la transparence et la fiabilité des travaux de ladite commission. Un courrier a été adressé au ministre de l’Éducation nationale par le Secrétaire général pour le saisir des difficultés rencontrées ; la réponse du Cabinet arrivée courant août est une fin de non-recevoir (copie de ces courriers a été adressée aux responsables départementaux et régionaux). Faudra-t-il aller jusqu’au refus de siéger en CAPN pour faire en sorte que l’Administration applique les règles qu’elle a elle-même définies ?

G. Santarelli

36 15 code FEN
<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom</th>
<th>Ville</th>
<th>Détachement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>GHANASSIA Marcel</td>
<td>Orange</td>
<td>Montivilliers</td>
</tr>
<tr>
<td>GIOUX Anne-Marie</td>
<td>Bordeaux-Le Bouscat</td>
<td>Le Havre II</td>
</tr>
<tr>
<td>GLEON Nicole</td>
<td>Béziers III</td>
<td>Montpellier littoral</td>
</tr>
<tr>
<td>GNING Catherine</td>
<td>Quimper I</td>
<td>Poitiers VI/UUM</td>
</tr>
<tr>
<td>GOTTEL Pierre</td>
<td>Sarcelles nord</td>
<td>Reims I</td>
</tr>
<tr>
<td>GOURIN Françoise</td>
<td>Angers XI</td>
<td>Ajaccio II AIS</td>
</tr>
<tr>
<td>GROSS Marie-Marthe</td>
<td>Confolens</td>
<td>La Garde</td>
</tr>
<tr>
<td>GROUBERG II</td>
<td>Paris 23ème circ.</td>
<td>Montpellier est</td>
</tr>
<tr>
<td>GUERRE Claude (M.)</td>
<td>Perpignan ouest</td>
<td>Nouzonville/UUM</td>
</tr>
<tr>
<td>HALLIMI Jackie</td>
<td>Saumur I</td>
<td>Angers IV</td>
</tr>
<tr>
<td>HODDENON Michèle</td>
<td>Dreux I</td>
<td>Dkg/Saint-Pol-s/Mer</td>
</tr>
<tr>
<td>HOUDAYER Jean-Pierre</td>
<td>Laval V</td>
<td>Bastia sud AIS</td>
</tr>
<tr>
<td>HOUDAYER Jean-Pierre</td>
<td>St-Denis Adj.IA</td>
<td>Bordeaux C.U.B.</td>
</tr>
<tr>
<td>HOUDAYER Jean-Pierre</td>
<td>Aix-les-Bains</td>
<td>Toulouse XI/UUM</td>
</tr>
<tr>
<td>HOUDAUT Serge</td>
<td>Valence AIS</td>
<td>Levallois</td>
</tr>
<tr>
<td>JOLY Janine</td>
<td>Laval V</td>
<td>Tours VI</td>
</tr>
<tr>
<td>JOSSET André</td>
<td>Pont-à-Mousson</td>
<td>Brignoles</td>
</tr>
<tr>
<td>KIRAY Dany</td>
<td>Brest III</td>
<td>Draguignan II/UUM</td>
</tr>
<tr>
<td>KRAUSE Gérard</td>
<td>Saint-Nazaire I</td>
<td>Fontainebleau</td>
</tr>
<tr>
<td>LAFONT Jean-Paul</td>
<td>Arras II</td>
<td>Créteuil Adj. IA</td>
</tr>
<tr>
<td>LAMBERT-BOURGEOIN (Mme)</td>
<td>Vernon</td>
<td>Lyon XXI</td>
</tr>
<tr>
<td>LANGLOIS Gérard</td>
<td>Grenoble II</td>
<td>Macon IV/UUM</td>
</tr>
<tr>
<td>LATRUY Marie-Claire</td>
<td>Léognan/UUM</td>
<td>Miramande</td>
</tr>
<tr>
<td>LEBAIGUE Janie</td>
<td>Echirolles</td>
<td>Rive gauche</td>
</tr>
<tr>
<td>LE BORGNE DE KAOUEL</td>
<td>Le Cres/UUM</td>
<td>Le Mans IV</td>
</tr>
<tr>
<td>LE GRAND Nicole</td>
<td>Morteau</td>
<td>Strasbourg IX/UUM</td>
</tr>
<tr>
<td>LE GUERINI Agnès</td>
<td>Paris 7ème circ.</td>
<td>Saint-Etienne V</td>
</tr>
<tr>
<td>LECLERCQ Michel</td>
<td>Lille-Loos</td>
<td>Sucy-en-Brie AIS</td>
</tr>
<tr>
<td>LEBCVERE Alain</td>
<td>Nantes XI</td>
<td>Cergy sud I/UUM</td>
</tr>
<tr>
<td>LEFEUVRE Hervé</td>
<td>Montivilliers</td>
<td>Melun VII F.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>LEJOP Bruno</td>
<td>Gard sud</td>
<td>Besançon VI/UUM</td>
</tr>
<tr>
<td>Nom</td>
<td>Ville</td>
<td>Nom</td>
</tr>
<tr>
<td>------------------------------</td>
<td>------------------------</td>
<td>------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>PAIN Patrick</td>
<td>Rive droite</td>
<td>SARDELA Louis</td>
</tr>
<tr>
<td>Saint-Lô III</td>
<td>Lille-Wattignies</td>
<td>VERNON</td>
</tr>
<tr>
<td>PARMENTIER Michel</td>
<td>Narbonne I</td>
<td>SAULOT Gilbert</td>
</tr>
<tr>
<td>Vendin-le-Viel</td>
<td>Valonne</td>
<td>SAYATIER Michel</td>
</tr>
<tr>
<td>PAYA André</td>
<td>Chartres I</td>
<td>Seychelles</td>
</tr>
<tr>
<td>Châteauroux I</td>
<td>Lyon XXV/IUFM</td>
<td>SCHEU Raymond</td>
</tr>
<tr>
<td>PEQUEUR Irène</td>
<td>Chalons nord</td>
<td>Wissembourg</td>
</tr>
<tr>
<td>Nice VIII/IUFM</td>
<td>Sète</td>
<td>SCHLANSER Gino</td>
</tr>
<tr>
<td>PERROT Daniel</td>
<td>Sablé-s/Sarthe</td>
<td>Calais I AIS</td>
</tr>
<tr>
<td>Dreux II</td>
<td>Sarcelles sud</td>
<td>SEGARD André</td>
</tr>
<tr>
<td>PETINARAKIS J.-Paul</td>
<td>Saintes I</td>
<td>Saint-Pol-s/Mer</td>
</tr>
<tr>
<td>Macon IV/IUFM</td>
<td>Brest VI</td>
<td>SEGUET Michel</td>
</tr>
<tr>
<td>PETIT Alain</td>
<td>Lyon XIII</td>
<td>Décatché Uruguay</td>
</tr>
<tr>
<td>Provins</td>
<td>Castres</td>
<td>SEPPECHER Victoira</td>
</tr>
<tr>
<td>PETITJEAN A.-Monique</td>
<td>Mennecy</td>
<td>IUFM/AIX</td>
</tr>
<tr>
<td>Le Crès/IUFM</td>
<td>La Flèche</td>
<td>STOFFEL Jean-Paul</td>
</tr>
<tr>
<td>PEYRE Marie-José</td>
<td>Montargis est</td>
<td>Vienne I</td>
</tr>
<tr>
<td>Le Mans V AIS</td>
<td>Châteauroux I</td>
<td>TESSIER Christian</td>
</tr>
<tr>
<td>PICAUD Monique</td>
<td>Gard sud</td>
<td>Auxerre II AIS</td>
</tr>
<tr>
<td>Bayeux</td>
<td>Chalons II/IUFM</td>
<td>TREVISAN René</td>
</tr>
<tr>
<td>PIMIENTA Paul</td>
<td>Sarrebourg I</td>
<td>La Roche-s/Yon II AIS</td>
</tr>
<tr>
<td>Niort ouest AIS</td>
<td>Saint-Maixent</td>
<td>VYORRA Viviane</td>
</tr>
<tr>
<td>PLASSART Liliane</td>
<td>Brest IV</td>
<td>Garches</td>
</tr>
<tr>
<td>Clamart</td>
<td>Salis-Vie-Caux</td>
<td>ZENI Jacques</td>
</tr>
<tr>
<td>PONOT René</td>
<td></td>
<td>GRENOBLE II</td>
</tr>
<tr>
<td>Lyon XXI</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PRAGNERIE Michel</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Toulouse XII/IUFM</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PRUVOST Jean</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montgeron</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>QUINTIN Yves</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Laval V</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>REGNAULT Michel</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cholet AIS</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>RIGOUT Etienne</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>La Châtre</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>RIVAL Gérard</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Saint-Girons</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ROCQUET Jean-Pol</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Vitry-le-François</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>RODES François</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pont-à-Mousson</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>RUBILIANI Sylvie</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fribourg mixte</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SALIOU Michelle</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Brest VII</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SANNIER Jean</td>
<td>Saint-Valéry-en-Caux</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Abbeville III</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Postes vacants**

A la rentrée scolaire, ils sont au nombre d'une cinquantaine. Toutefois, compte tenu des demandes individuelles de déclenchement (IUFM, Etranger, etc...), de nouvelles affectations sur des postes d'IA adjoint à l'A., notamment, il n'est pas possible, à ce jour, d'en établir une liste exhaustive, exacte et fiable. Ce sera fait, à l'évidence, pour la préparation des opérations du mouvement 1993.
### Premières affectations

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom</th>
<th>Affiliation</th>
<th>Villes/Aire</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>ANTOINE-POIROT Isabelle</strong></td>
<td>Aubenas II (Ardèche)</td>
<td>Le Puy I (Haute-Loire)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>BEAUVALOT Marie-Carmen</strong></td>
<td></td>
<td>Brie-Comte-Robert I (Seine et Marne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>BENAYCH Paul</strong></td>
<td></td>
<td>Saint-Yrieix-la-Perche (Haute Vienne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>BENATTOU Mohamed</strong></td>
<td></td>
<td>Caussade (Tarn-et-Garonne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>BERNABEU René</strong></td>
<td></td>
<td>Remiremont (Vosges)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>BODINIER Serge</strong></td>
<td>Troyes nord (Aube)</td>
<td>Niort ouest AIS (Deux-Sèvres)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>BOISSANTE Jean-Louis</strong></td>
<td></td>
<td>Audruic (Pas-de-Calais)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>BONNIN Jean-Pierre</strong></td>
<td></td>
<td>Saint-Marcellin (Isère)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>BOUQUILLON Léon</strong></td>
<td>Aubenas I (Ardèche)</td>
<td>Trappes (Yvelines)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>BOVIER Christian</strong></td>
<td></td>
<td>Gien (Loiret)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>BRIAND Jacques</strong></td>
<td></td>
<td>Breteuil-sur-Noye (Oise)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>BROUET Alain</strong></td>
<td></td>
<td>Le Blanc (Indre)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CANNICCIIONI Christine</strong></td>
<td></td>
<td>(à démissionnée depuis)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CARDON Christian</strong></td>
<td></td>
<td>Calais I + AIS (Pas-de-Calais)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CAUDRON Hervé</strong></td>
<td></td>
<td>Orlières nord ouest (Loiret)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CARPENTIER Jean-Jacques</strong></td>
<td></td>
<td>Vitry II (Val-de-Marne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CASTELLOTTI Elisabeth</strong></td>
<td></td>
<td>Argenteuil (Val-d'Oise)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CHALON Liliane</strong></td>
<td></td>
<td>Provins (Seine-et-Marne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CHAUZEIX Annick</strong></td>
<td></td>
<td>Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CHENE Alain</strong></td>
<td></td>
<td>Draguignan (Var)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>COIGNARD Jean-Michel</strong></td>
<td></td>
<td>St-Germain-en-Laye (Yvelines)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CORNETTI Francine</strong></td>
<td></td>
<td>Ivry I/UJFM (Yvelines)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>COTA Marie-Josette</strong></td>
<td></td>
<td>Dreux II (Eure-et-Loir)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>COUTURAT Pierre-Louis</strong></td>
<td></td>
<td>Joinville AIS (Haute-Marne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CROISSANT Gérard</strong></td>
<td></td>
<td>Pithiviers (Loiret)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>DESBROSSES Gilles</strong></td>
<td></td>
<td>Le Havre IV Seine-Maritime</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>DEJSJARDIN Claude (M.)</strong></td>
<td></td>
<td>Alençon II AIS (Orne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>DUBRUEL Jean-Guillaume</strong></td>
<td></td>
<td>La Ferté-sous-Jouarre (Seine et Marne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>FAINZANG Bernard</strong></td>
<td></td>
<td>Monistrol-sur-Loire (43)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>FOURNIER-BERGERON M.-Cl.</strong></td>
<td></td>
<td>Cayenne II + AIS (Guyane)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>FRANCIS Sonia</strong></td>
<td></td>
<td>Auxerre II + AIS (Yonne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>FUSTER Philippe</strong></td>
<td></td>
<td>Les Herbiers (Vendée)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>JEFFARD Jean-Claude</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>GENTILI Félix</strong></td>
<td></td>
<td>Lyon XXIV/UJFM (Rhône)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>GOEPFERT Yves</strong></td>
<td></td>
<td>Feurs (Loire)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>GERALD Suzanne</strong></td>
<td></td>
<td>Bergues (Nord)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>GILLIOT Pierre</strong></td>
<td></td>
<td>Falaise (Calvados)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>GRANDGIRARD Marie-Christine</strong></td>
<td></td>
<td>Sochaux (Doubs)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>GRANDPRE Arlette</strong></td>
<td></td>
<td>Pau II AIS (64)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>GUILLEZ Eric</strong></td>
<td></td>
<td>Arras IV (Pas-de-Calais)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>HACQUARD Jean-Marie</strong></td>
<td></td>
<td>Vittel (Vosges)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>HERVE Gérard</strong></td>
<td></td>
<td>Melle (Deux-Sèvres)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>HOIN Guylain</strong></td>
<td></td>
<td>Neufchâtel-en-Braye (Seine-Maritime)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>HUCHARD Michel</strong></td>
<td></td>
<td>Yssingeaux (Haute-Loire)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>HUET Jean-Bernard</strong></td>
<td></td>
<td>Saint-Denis IV (La Réunion)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>JACQUEMIN Claudine</strong></td>
<td></td>
<td>Commercy (Meuse)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>JOURDANET Jacques</strong></td>
<td></td>
<td>Nice VII/UJFM (Alpes Maritimes)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>JULIEN Edith</strong></td>
<td></td>
<td>Bellac (Haute-Vienne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>LASCHKAR-LE GOAS Sabine</strong></td>
<td></td>
<td>Quincy-sous-Sénart (Essonne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>LEFEVRE David</strong></td>
<td></td>
<td>Guermer IV (Finistère)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>LEGRIEX Anne-Marie</strong></td>
<td></td>
<td>La Ferté-Macé (Orne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>LE GUEVEL Anne</strong></td>
<td></td>
<td>Saint-Afrique (Aveyron)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>LE MEUR Georges</strong></td>
<td></td>
<td>Brest VII (Finistère)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>LOISEAU Marie-Louise</strong></td>
<td></td>
<td>Saint-Lô III (Manche)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>MALAIZE Jean-François</strong></td>
<td></td>
<td>Beauvais-Chaumont (Oise)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>MALBOSC Gérard</strong></td>
<td></td>
<td>détachement HONGRÉ</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>MARECHAL Michel</strong></td>
<td></td>
<td>Châtenay-Malabry AIS (Hauts de Seine)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>MASSONNET Jacqueline</strong></td>
<td></td>
<td>Saint-Denis Centre (Seine Saint Denis)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>MEIGE-COURTEIX Marie-Claude</strong></td>
<td></td>
<td>Chatenay-Malabry AIS (Hauts de Seine)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>MOSKOWITZ Françoine</strong></td>
<td></td>
<td>Vitré-le-François (Marne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>MOUZELARD Catherine</strong></td>
<td></td>
<td>Chalons AIS (Marne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>ORTHOUS-DONNAY Nicole</strong></td>
<td></td>
<td>Cambrai sud AIS (Nord)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PICOT Franois</strong></td>
<td></td>
<td>Epernay (Meuse)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PILLET Michel</strong></td>
<td></td>
<td>Mulhouse I (Haut-Rhin)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PLICION Philippe</strong></td>
<td></td>
<td>Vitry-le-François (Marne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PONGE Louis</strong></td>
<td></td>
<td>Chalons AIS (Marne)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PONS Jean</strong></td>
<td></td>
<td>Cambrai sud AIS (Nord)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

---

**Note:** Les notes d'affectation ont été extraites manuellement du document. Certaines informations peuvent ne pas être complètes ou exactes.
### Mouvement 92

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom</th>
<th>Département/Arrondissement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>QUENTIN Philippe</td>
<td>Le Vigan-Sommières (Gard)</td>
</tr>
<tr>
<td>ROLAND Guy</td>
<td>Saumur II (Maine-et-Loire)</td>
</tr>
<tr>
<td>ROURE Dominique</td>
<td>Tournan-en-Brie (Seine et Marne)</td>
</tr>
<tr>
<td>ROUX Michel</td>
<td>La Roche-sur-Yon II AIS (Vendée)</td>
</tr>
<tr>
<td>SEGuin Jean-Pascal</td>
<td>Bonneville/cl. découverte (Haute-Savoie)</td>
</tr>
<tr>
<td>SENORE Dominique</td>
<td>Rhône AIS III/UFB (Isère)</td>
</tr>
<tr>
<td>SERGENT Micheline</td>
<td>Châteaubriant (Loire-Atlantique)</td>
</tr>
<tr>
<td>SERRES Monique</td>
<td>Gourdon (Lot)</td>
</tr>
<tr>
<td>SOREZE Moïse</td>
<td>Abymes (Guadeloupe)</td>
</tr>
<tr>
<td>TENETTE Jean-Pierre</td>
<td>Neufchâtel (Vosges)</td>
</tr>
<tr>
<td>THOER Philippe</td>
<td>Beauval-St-Jean (ZEP)/UFB (Oise)</td>
</tr>
<tr>
<td>THOMAS Alain</td>
<td>Cherbourg ville (Manche)</td>
</tr>
<tr>
<td>TOSO Nicole</td>
<td>Rambervillers (Vosges)</td>
</tr>
<tr>
<td>VANDENDRIESSCHE D. (Mme)</td>
<td>Cholet rural (Maine-et-Loire)</td>
</tr>
<tr>
<td>VILLOUTREIX Françoise</td>
<td>Brive I (Corrèze)</td>
</tr>
<tr>
<td>VIRTON Emmanuel</td>
<td>Vierzon (Cher)</td>
</tr>
<tr>
<td>VISOZ Michelle</td>
<td>Seyssinet (Isère)</td>
</tr>
<tr>
<td>VOLCKRICK Michel</td>
<td>Vendin-le-Viel (Pas-de-Calais)</td>
</tr>
<tr>
<td>WALLON Didier</td>
<td>Pont-Sainte-Maxence (Oise)</td>
</tr>
<tr>
<td>WARGNIER Patrick</td>
<td>Orthez (Pyrénées-Atlantiques)</td>
</tr>
<tr>
<td>ZANONI Marc</td>
<td>Arpajon (Essonne)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### LISTE D'APTITUDE I.E.N.

**Ont été inscrits :**

1. Mme JULIEN Edith (Académie d'origine) Poitiers
2. M. BOUQUILLON Léon Lille
3. M. TENETTE Jean-Pierre Nancy-Metz
4. M. CROISSANT Gérard Reims
5. M. DESJARDIN Claude Amiens
6. M. PONGE Louis Dijon
7. M. HACQUARD Jean-Marie Nancy-Metz

**Liste complémentaire**

1. Mme MOSSER Marie-Louise Besançon
2. Mlle DAMARZIT Martine Toulouse
3. M. BENARD Joachim La Réunion
4. M. FEUGA Paul Versailles

### I.E.N. 1er degré ayant pris leur retraite

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom</th>
<th>Département/Arrondissement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>ANCHIN Michèle</td>
<td>Lyon XIX (Rhône)</td>
</tr>
<tr>
<td>ANISKOFF Monique</td>
<td>Lyon III (Rhône)</td>
</tr>
<tr>
<td>AUDOUIN René</td>
<td>Pithiviers (Loir et Cher)</td>
</tr>
<tr>
<td>BEAUVOS Victor</td>
<td>Lille-Wattignies (Nord)</td>
</tr>
<tr>
<td>BERNARDINI Dorinde</td>
<td>Bastia nord (Haute-Corse)</td>
</tr>
<tr>
<td>BETRON Gérard</td>
<td>Grenoble III (Isère)</td>
</tr>
<tr>
<td>BOCHATON Jean-Pierre</td>
<td>Lyon XIV (Rhône)</td>
</tr>
<tr>
<td>BONNARD Marie-Madeleine</td>
<td>Levallois (Hauts-de-Seine)</td>
</tr>
<tr>
<td>BONNARD Paulette</td>
<td>Annecy I (Haute-Savoie)</td>
</tr>
<tr>
<td>BORIE Yves</td>
<td>Agen II AIS (Lot-et-Garonne)</td>
</tr>
<tr>
<td>BRINDEAU Jeannine</td>
<td>Le Mans IV (Sarthe)</td>
</tr>
<tr>
<td>CAILLAUD Yolande</td>
<td>AIS II (Bouches-du-Rhône)</td>
</tr>
<tr>
<td>CHANTRIER Pierre</td>
<td>Brive I (Corrèze)</td>
</tr>
<tr>
<td>CHARTREUX André</td>
<td>Dieppe II (Seine-Maritime)</td>
</tr>
<tr>
<td>CHOTTEAU Claudine</td>
<td>Rive droite (Calvados)</td>
</tr>
<tr>
<td>DARMAILLAC Paule</td>
<td>Bordeaux-Le Boussac (Gironde)</td>
</tr>
<tr>
<td>DELARUE Colette</td>
<td>La Rochelle I (Charente-Maritime)</td>
</tr>
<tr>
<td>DELCROS-GIROD Yvette</td>
<td>Aix-les-Bains (Savoie)</td>
</tr>
<tr>
<td>DESHUSSES Jean</td>
<td>Lyon VII (Rhône)</td>
</tr>
<tr>
<td>DUBOIS Madeleine</td>
<td>Orange (Vaucluse)</td>
</tr>
</tbody>
</table>
DUAPONCHEL Michel
GANIBENQ Max
GARRET Danièle
GARRY-DESVIGNES Jean
GAU Lucien
GAUTHIER Claude
GILBERT-COLLET Andrée
GOLIOT Gérard
GRACIET André
GREGOIRE Huguette
HACQUARD Michel
JACOB Anne-Marie
JOUANELLE Sylvaine
JOURDAIN Guy détaché
LAMBERT Daniel
LATRUBESSE André
LEMONNIER Jacques
LEONHART Jean-Pierre
LEVE Jacques
MAUCUIT Denise
MURGNY Régine
MICHARD Jean-Claude
MONSEC Robert
MORDELET Michèle
MOUILLOT Guy
MOUSSET Roland
PANNETIER Michel
PELLOUX Charles
PERFETTINI François
PEYRONNEL Raymond
RIMBAUD Monique
ROY Jean-Marie
SAINT-MARTIN Lucienne
SOYEZ Paul
STROZZINI René
THEVENIN Madeleine
TORRES Jacques
RODEZ-Decazeville
(Aveyron)
LYON VI (Rhône)
NANTES XI
(Loire-Atlantique)
GÉRARDMER/UIFM
(Vosges)
LIBOURNE I (Gironde)
SAINT-ETIENNE II (Loire)
JONZAC
(Charente-Maritime)
MONTARGIS est (Loiret)
M à d IA Gironde
ANNECY Adj. IA
(Haute-Savoie)
BASTIA sud/AIS
(Haute-Corse)
LA CIOTAT
(Bouches-du-Rhône)
DRAUGUINAN/UIFM
(VAR)
SAINTE-Anne Adj. IA
(Guadeloupe)
VIERSON (Cher)
CLERMONT-FERRAND V
(Puy-de-Dôme)
LE PUY III
(Haute-Loire)
CHALONS nord (Marne)
LIMOGES AIS
(Haute-Vienne).

**Détachements**

- Détachement en I.U.F.M., sur un poste de professeur agrégé
  
  ARBOIREAU Joël
  CHAMPION Eliane
  LECOQ Eliane
  LEGRAND Claude
  LE PETIT Alain
  LONGUEIRA Olivier
  LOWY Pierre
  MASSICARD Josette
  PERNOT Marie-Alice
  PONSIN-COSTA Catherine

- Détachement dans le corps des chefs d'établissement
  
  CARRIER Marie-Arlette
  JACQUIN Gérard
  PEINS Jacques

- Détachement en TOM, Etranger ou Coopération
  
  AYMARD Carolinie
  BERNARD Gilles
  CANTON Jean-Claude
  CLEVY Jean
  FERRAND Michèle
  FERROSSE Gérard
  FORGET Michel
  GAZIO Alain
  GIL Diego
  HESS Pierre
  MAROC
  COMORES
  CÔTE d'Ivoire
  MADAGASCAR
  LIBAN
  ETHIOPIE
  ETATS-Unis
  BRÉSIL
  MEXIQUE
  SÉNÉGAL
Nombres de collègues retraités se sentent abandonnés par le SNIDEN : quant à l'action syndicale, le SNIDEN ? Nombreux enfin, sont ceux qui se sentent obligés de s'interroger sur le problème des retraités, non seulement au B.N., mais également dans les instances académiques et départementales. La situation des collègues retraités avant la publication du décret statutaire résulte d'un choix politique lié à des contraintes budgétaires. C'est le ministre d'État, ministre de la Fonction publique et des réformes administratives qui l'a clairement énoncé lors de l'audience accordée au SNIDEN le 25 mars (Cf. SNIDEN-INFOS, N°2 du 11.4.92). Le SNIDEN a toujours dénoncé l'injustice de cette situation, que soient les explications techniques et juridiques obtenues en réponse à ses revendications constantes sur la question.

- Lors de la consultation directe des adhérents sur le projet de décret statutaire (CTPM de novembre 1989), les collègues - très massivement - avaient indiqué que le SNIDEN devait être priorité à l'assurer au problème des retraités. Le Bureau National a lancé diverses actions : lettres, pétitions, démarches locales et nationales auprès des autorités administratives, des élus et parlementaires, des ministres, interventions auprès de la F.E.N., de la F.G.R., etc...

- Le SNIDEN poursuit aujourd'hui deux démarches convergentes :
  - il a pris acte de la déclaration de Jean-Pierre SOISSON : « considérez que le dossier des inspecteurs retraités est réouvert ». Il est dans l'attente d'une audience auprès de son successeur, Michel DELEBARRE. Il a inscrit au nombre de ses revendications prioritaires, communes à l'en-

semble des autres syndicats d'inspecteurs, la transformation de l'Indice terminal de la classe normale des IEN, où sont actuellement reclassés les IEN retraités avant le 10.VI.1990 - « sans incidence financière » - (indice 731 NM) en indice 818 NM (indice terminal actuel de la hors-classe), avec indice intermédiaire 780 NM (indice 6ème échelon de la hors-classe). Cela satisfait tout autant les actifs que les retraités.

- Quels que soient les gouvernements en place, le SNIDEN continuera inlassablement son action pour obtenir réparation. Pour cela, il est nécessaire que nos collègues retraités se retrouvent toujours plus nombreux dans le SNIDEN.

Il est donc plus qu'évident qu'ils doivent être systématiquement et pleinement associés à la vie syndicale locale pour la défense de revendications nécessairement communes.
Violence et télévision
approche internationale

De nombreux ouvrages, du rapport POMONTI au livre de Ségolène ROYAL et à l'étude de Liliane LURCAT, ont attiré l'attention sur la consommation télévisuelle des jeunes et sur son contenu ; la violence y occupe une place importante et fait désormais l'objet de recherches dans de nombreux pays.
Plusieurs études, tant aux USA qu'en Europe, quelquels même dès les années 1960, ont tenté d'établir ou de réfuter un lien entre la violence, la terreur à la télévision et le comportement des jeunes.
Sous de multiples formes, la violence est partout présente. Les jeunes n'en sont pas exclus, qui en sont parfois les victimes sinon les auteurs. Ils sont en tout cas spectateurs et télespectateurs. Le spectacle sans cesse reproduit des scènes de fiction à la télévision, l'actualité agressive qu'on présente et qui se banalise induisent-ils des relations de cause à effet ? Ont-ils une incidence, par exemple, sur les phénomènes de délinquance ? Peuvent-ils être une forme d'un moyen de régulation sociale montrant les rapports de hiérarchie sociale entre dominants et dominés ?
Ne confondons pas l'essentiel du secondaire ; par exemple, la violence et la délinquance ont des causes organiques plus profondes et plus déterminantes que leur représentation dans les médias ; mais au plan international, il s'est agi de vérifier si le spectacle systématique de scènes de violence pouvait encourager l'agressivité ou au contraire engendrer indifférence, insensibilité ou provoquer le repli sur soi. Les chiffres parlent d'eux-mêmes lorsqu'une étude française indique qu'en huit jours à la télévision on peut assister en moyenne à 670 meurtres, 15 viols, 848 bagarres, 419 fusillades, 14 enlèvements, 11 hold up, 8 suicides, 32 prises d'otage, 27 scènes de tortures et plusieurs scènes de guerre.
Et puis aux USA le calcul suivant a été fait : à l'âge de 13 ans, un enfant américain qui passe en moyenne trois heures par jour devant la télévision, aura assisté à 8 700 meurtres et 160 000 actes de violence...

Des réglementations
Cette question a déjà, dans certains pays, conduit à la définition et à la mise en œuvre d'une législation qui régit les émissions de radio télévision comme en Norvège et en Suède où la réglementation vise à « favoriser un climat où il n'y aurait pas de place pour l'intolérance et pour les préjugés » ou encore en Australie et au Royaume-Uni dans lequel la BBC a renforcé ses directives dans ce sens en concluant d'ailleurs que la violence était surtout présente dans les films importés des USA !
A ce propos, des études comparatives réalisées en 1981 ont montré que les télévisions japonaises et américaines présentaient de loin les programmes les plus violents par rapport, par exemple, aux télévisions suédoises, israéliennes ou britanniques, que ce soit pour les dramatiques ou les dessins animés.
Une autre étude réalisée au Canada a également montré que plus du tiers des scènes de violence dans les films opposaient des personnes de nationalité ou d'ethnies différentes !
Dans l'ex-URSS et dans les pays d'Europe de l'Est, jusqu'à maintenant, les médias assujettis à des orientations politiques et idéologiques privilégiaient d'autres sujets et la violence n'était présente que dans un contexte historique, guerres ou confrontations sociales.
Il est vrai qu'en ce domaine, l'actualité présente bien souvent des images insoutenables, marquantes, de l'agression en direct de la petite Colombie, aux images de l'amazone en Iran, aux manifestations racistes, ou encore à l'exacerbation des nationalismes comme récemment encore dans la CEI ou même à Sarajevo.

Alors, quelles conséquences ?
Toutes les études convergent, à quelques rares exceptions : elles indiquent que la violence et la terreur dans les médias, et principalement à la télévision, accroissent effectivement dans des proportions notables les comportements agressifs et développent des sentiments d'insécurité, de méfiance et de dépendance.
Encore faudrait-il prendre en compte, en outre, les nouveaux supports médiatiques que sont les vidéocassettes et bientôt les vidéodisques, une étude récente conduite au Royaume-Uni indiquant une consommation fréquente des films d'épouvante, de terreur ou de grande violence par un public croissant de jeunes à domicile.
Encore faudrait-il sans doute également intégrer les scènes de violence dans les bandes dessinées même celles usuellement consommées par les adolescents notamment.
En tout cas, des chercheurs néerlandais ont montré que des enfants au contact de la « violence télévisée » la perçoivent d'autant moins qu'elles y assistent davantage, elle leur paraît progressivement de plus en plus acceptable.
Dans la plupart des pays, la recherche a fait apparaître que la violence présentée par les médias est source d'agressivité et qu'il existe bien un lien entre cette exposition et l'agressivité du comportement.
Il apparaît que la violence télévisuelle ou cinématographique a pour effet de réduire l'inhibition en matière de violence et d'approcher également à devenir agressif...
Que ce soit en Autriche ou en Finlande, ou encore aux USA, des expériences et des recherches menées sur les enfants d'âge scolaire confirment bien que ce rapport entre la violence et l'agressivité est particulièrement sensible chez les plus jeunes enfants, les préadolescents, avec des conséquences y compris sur leurs jeux à l'école ou à l'extérieur.
En Suède, une étude portant sur un groupe d'enfants suivi pendant plusieurs années, éclaire de façon intéressante cette question dans la mesure...
où elle montre que les jeunes rendent plus agressifs par certaines émissions demandent des programmes encore plus violents qui les rendront plus agressifs, ce qui les incite dans un cycle... pervers ; ce concernant l'activité, tant en Australie qu'en Allemagne fédérale, par exemple, il a été démontré que les scènes de violence engendraient encore plus d'agressivité, ce qui évidemment est un autre problème pour la télévision quotidienne... Des études d'un autre genre conduites en Grande-Bretagne, auprès d'adolescents, ont démontré de façon statistique que la relation entre la violence 'télevisée' et les actes agressifs signifiait que le pourcentage de jeunes les ayant commit était plus élevé chez les 'consommateurs' d'émissions violentes. Autrement dit, ceux qui 'consommeraient' davantage de scènes de violence à la télévision, jeunes comme adultes, seraient plus enclins à commettre des actes d'agression, y compris un viol, comme le confirme une étude nord-américaine. Dans un domaine différent, les résultats d'études sont clairs et confirmés dans le temps pays : il y a aussi liaison de cause à effet entre la violence à la télé et le sentiment d'angoisse, de crainte et d'insécurité dans l'opinion publique. Une étude américaine est même très précise : 'Ainsi l'opinion selon laquelle la violence est une caractéristique prédominante de la vie américaine ne serait pas sans rapport avec la quantité de spectacles télévisés qui a été absorbée... Il y a également jugé que l'absorption de violence télévisée peut engendrer la malveillance, la crainte d'aller seul à pied la nuit, le désir de posséder des armes pour se défendre et une certaine aliénation'. De là à penser que certains pouvoirs laissent faire, sinon encouragent la diffusion de scènes de violence pour accroître le sentiment d'insécurité... En conclusion, il serait sans doute hasardeux de faire accroire que la télévision et les médias seraient les seuls responsables de l'agressivité et de la violence. Il apparaît pourtant de façon nette qu'elle joue un rôle, qu'elle intervient dans le processus de changement du comportement. La violence à la télévision est souvent inévitable pour le téléspectateur et notamment pour les jeunes qui, en fait, ne peuvent réellement effectuer de choix. Elle est largement visible selon l'environnement familial, selon la nature de l'émission qui mêle actualité et fiction, réalité et fantastique, gravité et familiarité. En ce domaine aussi l'exercice et la répétition sont néfastes et, comme l'ont indiqué de nombreuses recherches, il conviendrait de mettre en œuvre un code de déontologie.

Alain Mouchoux

---

**Situations dans la FEN**

Consultation des adhérents du SNIDEN pour le congrès fédéral du 6 octobre qui aura lieu bien, malgré la demande d'annulation formulée par le SNES et le SNEP au juge des référés, demande rejetée par ordonnance rendue le 23 septembre.

La commission de dépouillement, présidée par Jean-Claude MITERAN (BN) et constituée de : A. MOSSE (RR CRETIEU), J.L. ALBERTINI (RD 94), G. BECROT (RD 93), D. PELLETIER (RD 78) et M. MARUCCELLI (BN) s'est réunie, comme prévu, le 9 septembre.

519 enveloppes ont été reçues. 7 ont été considérées non recevables (3 non identifiables et 4 pour lesquelles l'expéditeur n'était pas à jour de sa cotisation 91-92).

Le dépouillement s'est ensuite effectué globalement, sans tenir compte des académies et départements.


Résultat des votes exprimés

A la question : « Êtes-vous favorables à la ratification de la décision du Conseil Fédéral National du 6 mai 1992 relative à la cessation d'affiliation au S.N.E.S. et du S.N.E.P. à la F.E.N. ?

"OUI" : 327 soit 64,88%  
"NON" : 138 soit 27,38%  
"ABST" : 39 soit 7,74%  


Les points d'achoppement portent sur : la représentation des actuels syndicats au sein du B.N. et des différentes instances du futur syndicat ; l'existence d'une instance syndicale départementale de plein droit (évolution favorable, à préciser par le SNIET) ; modalités de scrupule pour les différentes instances (réflexion technique à poursuivre).

Le Bureau National a donc proposé aux autres syndicats de suspendre les travaux de la C.I.I. tant qu'un accord ferme ne sera pas obtenu, sur les deux premiers points, notamment. Il invite les départements et régionales à en débattre et à lui faire parvenir leurs réflexions, positions et suggestions.

**Rappel** : Le Congrès de transformation du SNIDEN est prévu du 31 mars au 2 avril 1993 à STRASBOURG.
Lettre du 14.09.1992
Claude Lancelot
I.E.N. Rennes

Aux Membres du Bureau National

SNIDEN mais que j'ai toujours défendu une certaine idée du pluralisme syndical. Aussi, lorsque Michel MARUCCELLI -les qualités de Secrétaire Général- écrivit c'est au nom de « l'attachement qui est le nôtre au pluralisme et à la démocratie » qu'il a signé l'appel à l'exclusion du SNES et du SNEP, je ne peux m'empêcher de le contredire : malgré toute la sympathie que j'ai pour lui, je ne me reconnaissais en rien dans cette conception du « pluralisme et de la démocratie » qui consiste à changer la composition du corps électoral... quand on est à la limite d'être mis en minorité... Et je sais, depuis 17 ans que je milite au SNIDEN ce que signifie être minoritaire ! Par ailleurs, le texte (feuille blanche), non daté, du secrétaire général ne fait allusion aucune réunion de BN lui ayant donné mandat pour organiser la consultation dans les conditions où elle est organisée. Aussi, je désirerais savoir si le BN n'est réuni à ce sujet, qu'il n'a pas discuté du texte de l'appel au vote (qui figure en haut de la feuille saumon) : « Pour un SNIDEN plus fort dans une FEN plus forte »... Pour une F.E.N. unique, crédible, efficace et solidaire... etc...

Je considère, pour ma part, que cet appel correspond à une présentation unilatérale et tendancieuse (au sens de présentation d'une tendance) des enjeux de ce vote, d'une pression sur les syndiqués à l'heure où ils doivent se prononcer sur la condamnation, ou la renonciation, d'un syndicalisme qui réunissait des gongs d'opinions diverses...; je vous prie d'agréer, chers collègues du BN, l'expression de mon attachement à un syndicalisme ouvert, capable de distinguer entre les débats internes et les luttes externes communes, pour défendre les intérêts de notre fonction et ceux de l'Education nationale.

(Signature)
P.S. je demande la publication du texte ci-dessus en « Tribune Libre » du prochain bulletin du SNIDEN... Même si cette publication a lieu après le Congrès, il n'est jamais trop tard pour débattre et réfléchir, ensemble.

En réponse à Claude Lancelot

1. Le T.G.I. de Paris, saisi par le SNES, le SNEP et d'autres, n'a pas donné tort, sur le fond, à la FEN... Qu'ajouter, dès lors que la justice a tranché ?
2. Lorsque l'on cite, il faut citer complètement : « l'attachement qui est le nôtre au pluralisme et à la démocratie qui ne sauraient exister sans respect des règles de vie commune... »
3. Le SG du SNIDEN n'a jamais signé « es-qualités » un appel à l'exclusion du SNES et du SNEP mais, en avril 92, avec 29 autres secrétaires généraux, un appel « Pour que vive la FEN », à une période où des évolutions étaient encore possibles.
4. On ne peut contester à Claude LANCELOT le droit, légitime, d'estimer que la présentation de la consultation des adhérents du SNIDEN a été « unilatérale et tendancieuse ». On ne peut pas non plus contester le sentiment inverse, dès lors que le renvoi à la presse fédérale - où tous les points de vue ont pu largement s'exprimer et la diffusion-intégrale du jugement du 22 juillet ont dû permettre à chacun de fonder son opinion.
5. Tout à fait d'accord, en revanche, avec lui, sur un « syndicalisme ouvert, capable de distinguer entre les débats internes et les luttes externes communes, pour défendre les intérêts de notre fonction et ceux de l'Education nationale ». Cela impose des règles qui font qu'à l'issue des débats internes, des positions sont arrêtées, puis tenues par tous, pour affronter plus efficacement des luttes externes réellement communes. Accord aussi avec lui sur « il n'est jamais trop tard pour débattre et réfléchir, ensemble » tant il est vrai que le modèle démocratique est toujours perﬁctible.

SNIDEN INFORMATIONS N° 5
Directeur de la publication : Jacques Bory Rédacteur en chef : M. Marucelli Imprimerie et photocomposition : FEN Commission paritaire : 1877 D 73